



CTSD du 20 février 2018

Déclaration préalable de l'UNSA Education

Madame la Directrice Académique, Mesdames, Messieurs,

Si l'on se remémore ce que vous nous avez dit la semaine dernière, en gros, nous n'avons pas à nous plaindre, du fait de la situation démographique de notre département cela aurait pu être pire...

Nous l'entendons, même si nous n'avons pas manqué de vous indiquer que ce ne sont pas les seuls critères retenus par le ministère pour ses dotations, les indicateurs sociaux en étant un autre et ils concernent tout particulièrement une partie non négligeable de notre département.

Nous ne pouvons oublier, comment le pourrait-on, qu'au moment où la démographie était à son summum dans notre département, celui-ci a connu une suppression massive de postes (avec notamment 48 classes fermées), qu'il n'a jamais récupérés... Notre réseau d'aide et notre potentiel de remplaçants le paient toujours...

Nous (vous) avons pris acte de la ponction opérée par le recteur pour le voisin brétilien, mais d'un autre côté elle représente juste une énième rustine sur un pneu si usé qu'il eut fallu envisager de le changer par une dotation adéquate, ce qui n'a jamais eu lieu ces dernières années.

Nous n'oublions pas que l'affichage de la priorité ministérielle, ajoutée aux besoins pour les CP dédoublés, font que nos écoles rurales se sentent lésées.

Nous continuons à réclamer une dotation spécifique pour la priorisation voulue du bilinguisme.

Nous nous étonnons que certaines écoles soient régulièrement ciblées ou oubliées et qu'on ne leur laisse pas beaucoup de chance, peu de répit. Il y a certes une réalité démographique mais aussi une réalité politique qui nous échappe peut-être, des intérêts qui sont autres que celui de nos établissements publics...

Certaines de vos décisions ou même non décisions vont clairement fragiliser des écoles qui auraient mérité une attention bienveillante eu égard à la concurrence avec le privé, concurrence que vous réfutez mais qui est pourtant bien réelle et parfois déloyale dans certaines situations.

Précisons une nouvelle fois, qu'en tant que fédération syndicale responsable, nous ne pouvons nier qu'il

y a une réalité démographique et que certaines fermetures envisagées peuvent paraître justifiées.

Mais en ce qui concerne l'UNSA-Education, fédération fortement attachée à l'enseignement public, cette rentrée aurait pu être bien meilleure si l'on ne nous avait pas ponctionné de 19 postes. Cela fait des années que nous réclamons une réelle prise en compte de la situation de notre voisin par une dotation ministérielle enfin suffisante. Elle n'est jamais venue et notre département rural risque de payer longtemps sa solidarité avec son voisin bien plus urbain...

Nous ne sommes pas certains que cette solidarité imposée sera comprise sur notre territoire costarmoricain.

Nous rappelons que bon nombre d'écoles rurales ou en politique de la ville accueillent des élèves socialement défavorisés qui n'ont rien à envier à ceux des écoles en éducation prioritaire...

Pour l'UNSA-Education, l'enseignement public doit pouvoir offrir les conditions optimales d'enseignement sur l'ensemble du territoire.

Les moyens octroyés pour la rentrée prochaine ne le permettront pas et nous le regrettons fortement.

Nous terminerons en vous disant que derrière ces chiffres il y a des élèves, derrière les fermetures il y a aussi des collègues qui sont de plus en plus sous la pression permanente de leurs effectifs, des parents et des élus qui leur reprochent parfois ces fermetures alors qu'ils n'y sont pour rien. Sans oublier la tension qui naît entre certaines écoles : monolingue-bilingue, lors de fusions mais pas seulement...

Cela ne va certainement pas améliorer leurs conditions de travail...

Nous vous remercions de votre attention.